

A horizontal bar with a gradient of colors: blue, red, white, red, black, yellow, and red.

La réappropriation locale de l'énergie

Le vent de la remunicipalisation de l'énergie souffle sur L'Europe. C'est la voie choisie par des élus locaux et des groupes de citoyens de toute l'Europe soucieux de conjuguer leurs aspirations démocratiques, sociales et environnementales. Comment les villes et acteurs locaux peuvent-ils reprendre le contrôle du système énergétique local ? Quels sont les défis et les succès rencontrés lors de la création d'une entreprise locale de services énergétiques ? Quels liens existent-ils entre la décentralisation et la remunicipalisation, l'énergie partagée et la gouvernance participative ? Quel rôle jouent les citoyens ?

Table des matières

La réappropriation locale de l'énergie	1
1. Quelques définitions	3
2. Vers une réaffirmation de la gestion locale de l'énergie	3
3. Des bonnes raisons pour se lancer dans des projets de remunicipalisation !	4
a) Le point commun : se doter des moyens pour mener à bien la transition locale.....	4
b) Les raisons plus spécifiques :.....	4
➤ Un moteur pour l'économie des territoires	4
➤ Le lien de proximité, un avantage central des opérateurs locaux	5
➤ Vers une gestion intégrée des services publics locaux	5
➤ Favoriser la coopération et les stratégies de mutualisation	5
4. Analyse SWOT globale des initiatives de remunicipalisation de l'énergie.....	6
5. Quelle forme peut prendre la remunicipalisation ?.....	7
6. Les enjeux du positionnement stratégique :.....	7

1. Quelques définitions

Réappropriation locale de l'énergie : désigne l'ensemble des initiatives ou processus portés par les collectivités locales et les citoyens en faveur d'une gouvernance locale de l'énergie, autour de quatre sous-ensembles.

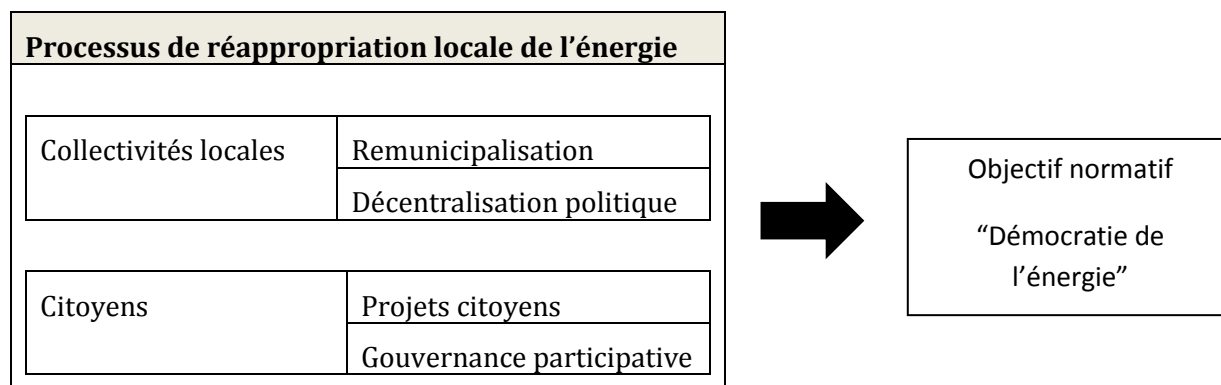
Remunicipalisation : fait référence au rôle opérationnel des collectivités locales, en lien avec les interventions économiques (création ou reprise d'entreprises locales de l'énergie, gestion et développement des infrastructures énergétiques, etc...) entreprises pour accroître leur contrôle sur la gestion de l'énergie.

Décentralisation politique : renvoie à l'inverse au rôle stratégique et politique des collectivités locales, en lien avec l'élargissement des compétences institutionnelles vis-à-vis de l'État national, notamment en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des réglementations et de la planification énergétique.

Projets citoyens : représentent l'ensemble des projets directement initiés par les citoyens (indépendamment ou en collaboration avec les collectivités locales), le plus souvent en matière d'énergies renouvelables.

Gouvernance participative : désigne l'ensemble des outils mis en œuvre pour favoriser la démocratie directe et l'influence des citoyens sur les politiques de l'énergie et du climat : instances de débat, budgets participatifs, co-élaboration de schémas de planification, etc.

Les concepts liés à la gouvernance locale de l'énergie



2. Vers une réaffirmation de la gestion locale de l'énergie

De nombreuses collectivités en Europe se sont lancées dans le processus de remunicipalisation de l'énergie, en suivant l'exemple de ce qui se fait dans le secteur de l'eau. En Allemagne, c'est par la (re)création d'entreprises municipales intégrées, les Stadtwerke. En France, cela passe par des opérateurs locaux d'investissement dans les projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Malgré l'influence croissante de la législation européenne en matière de politiques énergie-climat et de régulation des services publics, elle laisse néanmoins une marge de liberté importante aux États membres dans l'organisation de leurs services publics, notamment en ce

qui concerne leurs modalités d'organisation et d'attribution à des entités publiques locales, ce qui se traduit par des cadres réglementaires assez différents entre les États.

En Allemagne, la gestion de l'énergie reste une prérogative forte des autorités locales, bien que celles-ci soient de plus en plus contraintes par les dispositions de mise en concurrence et les limites à l'intervention économique des collectivités.

En France, l'organisation centralisée de l'énergie et la généralisation du principe de délégation des services publics a fortement restreint les capacités de gestion directe des collectivités locales. On assiste néanmoins depuis peu à une certaine réaffirmation des compétences locales en matière d'énergie, en phase avec les orientations de la Loi sur la transition énergétique (2015) et l'acte 3 de la décentralisation. De plus en plus de collectivités (principalement les régions) prennent ainsi l'initiative de créer des opérateurs publics d'investissement dans les projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

3. Des bonnes raisons pour se lancer dans des projets de remunicipalisation !

a) Le point commun : se doter des moyens pour mener à bien la transition locale

L'intérêt premier de la création d'un opérateur public local renvoie à la volonté de réaffirmer l'influence politique sur la gestion de l'énergie et à assurer la mise en cohérence entre la vision stratégique et les projets de terrain.

- La région Occitanie prévoit la création d'une nouvelle agence régionale de l'énergie et du climat pour mettre en œuvre son projet de devenir la première région à énergie positive d'Europe.
- La ville de Stuttgart a créé un nouvel opérateur intégré de l'énergie en 2011 pour mener à bien son projet de ville « zéro-émissions » d'ici 2050.

b) Les raisons plus spécifiques :

➤ Un moteur pour l'économie des territoires

Les entreprises publiques locales représentent un levier essentiel pour ancrer les flux économiques sur le territoire, à travers l'ancrage local des bénéfices, la mobilisation du tissu économique local, le fléchage de l'épargne citoyenne et le développement d'outils innovants :

- À Hanovre, les bénéfices des Stadtwerke alimentent directement un fonds pour l'efficacité énergétique qui affiche un effet de levier exceptionnel : chaque euro d'argent public génère 18 euros de valeur ajoutée, dont la moitié pour la région
- Au-delà des villes, la communauté de communes du Mené en Bretagne démontre comment la transition énergétique peut devenir une opportunité pour les zones rurales : le partenariat entre la collectivité, les coopératives agricoles et les habitants a permis de déclencher des investissements

➤ **Le lien de proximité, un avantage central des opérateurs locaux**

La réappropriation locale de l'énergie répond à l'attente de plus en plus forte des citoyens de faire valoir l'intérêt général sur la recherche de rentabilité, la citizen value sur la shareholder value. En Allemagne, 75 % des personnes préfèrent que les services publics soient gérés par la collectivité locale directement, comme en témoigne la forte mobilisation citoyenne en faveur de la remunicipalisation dans des villes comme Berlin, Hambourg ou Stuttgart. Aux yeux des français, la gestion décentralisée de l'énergie fait partie des objectifs prioritaires de la transition énergétique et les projets citoyens et participatifs d'énergies renouvelables commencent à se développer sur tout le territoire. Cette mobilisation citoyenne peut également être source de nouveaux modèles de partenariat. Au-delà du soutien aux coopératives citoyennes, de plus en plus de collectivités expérimentent des modèles de gouvernance participative, associant directement les citoyens aux processus décisionnels et au financement des projets de remunicipalisation de l'énergie.

L'attachement à l'intérêt général et le lien de proximité constituent un important avantage comparatif des opérateurs publics locaux sur le marché de l'énergie: les Stadtwerke allemandes en ont fait leur marque de fabrique, avec succès. En France, malgré la mainmise des grands énergéticiens, les entreprises locales de distribution connaissent un franc succès, certaines affichent plus de 150 000 clients.

➤ **Vers une gestion intégrée des services publics locaux**

Au côté du développement des énergies renouvelables et des smart grids électriques, les réseaux de chaleur et la valorisation des énergies fatales constituent un levier de premier plan pour valoriser l'ensemble des potentiels énergétiques locaux. À une échelle plus large, l'enjeu de l'intégration horizontale concerne également les synergies potentielles entre différents secteurs d'activités (énergie, eau, déchets, mobilité, etc.) au sein d'un opérateur public commun. Au-delà de la mise en cohérence entre les politiques sectorielles, ces synergies sont également une source importante d'économies d'échelle pour limiter les coûts du service public local.

➤ **Favoriser la coopération et les stratégies de mutualisation**

Les partenariats avec d'autres acteurs constituent l'un des meilleurs moyens pour surmonter les défis liés aux ressources et compétences souvent limitées des collectivités locales qui s'engagent dans un processus de remunicipalisation. À titre d'exemple, 82 % des Stadtwerke allemandes de taille modeste voient dans la coopération avec d'autres acteurs (et en particulier entre elles) la clé du succès. De nombreux exemples démontrent l'utilité d'une mise en commun des ressources pour accéder à de nouveaux marchés. Plus de 50 entreprises publiques locales de l'énergie allemandes, belges et hollandaises se sont ainsi regroupées au sein de l'opérateur commun Trianel pour faciliter l'accès au marché de gros de l'électricité et mutualiser certains services de développement de projets. En France, une cinquantaine d'entreprises locales de distribution ont cofondé l'entreprise Alterna pour proposer des offres de tarifs compétitifs et construire une expertise commune.

4. Analyse SWOT globale des initiatives de remunicipalisation de l'énergie

Forces:

Facteurs internes

- Le facteur « proximité » : lien avec les citoyens et attachement au territoire
- L'attachement à l'intérêt général, gage de confiance
- Légitimité à l'action publique locale
- Coordination entre politiques locales et intervention opérationnelle

Opportunités:

Facteurs externes

- Intérêt croissant pour le facteur local : une « marque » et un potentiel de marché à développer
- Transition énergétique : une fenêtre d'opportunité pour renforcer l'action locale
- Un effet d'entraînement pour l'économie locale et pour le financement des services publics
- De nombreux partenariats à explorer (EPL, citoyens, secteur privé) : diversifier les outils d'intervention, les financements et les risques
- Nouveaux marchés : services énergétiques (ESCO), digitalisation et données

Faiblesses :

Facteurs internes

- Compétences (techniques, juridiques, économiques) souvent insuffisantes sur les métiers opérationnels
- Limitation des économies d'échelle en cas de restriction au territoire local
- Besoins financiers importants et pouvant dépasser les capacités locales
- Projets de longue durée nécessitant des fondements et une vision politique « solide »

Menaces :

Facteurs externes

- Contraintes législatives : des limitations parfois fortes pour l'action publique locale
- Le marché européen de l'électricité, un environnement à haut risque
- Une pression concurrentielle forte et résistance potentielle des acteurs privés
- Incertitudes et influence limitée sur les politiques nationales et européennes de l'énergie : risque fort pour les activités nouvelles (développement ENR, efficacité énergétique)
- Déficit de légitimité en cas de manque de communication et de transparence

5. Quelle forme peut prendre la remunicipalisation ?

Une diversité de modèles envisageables

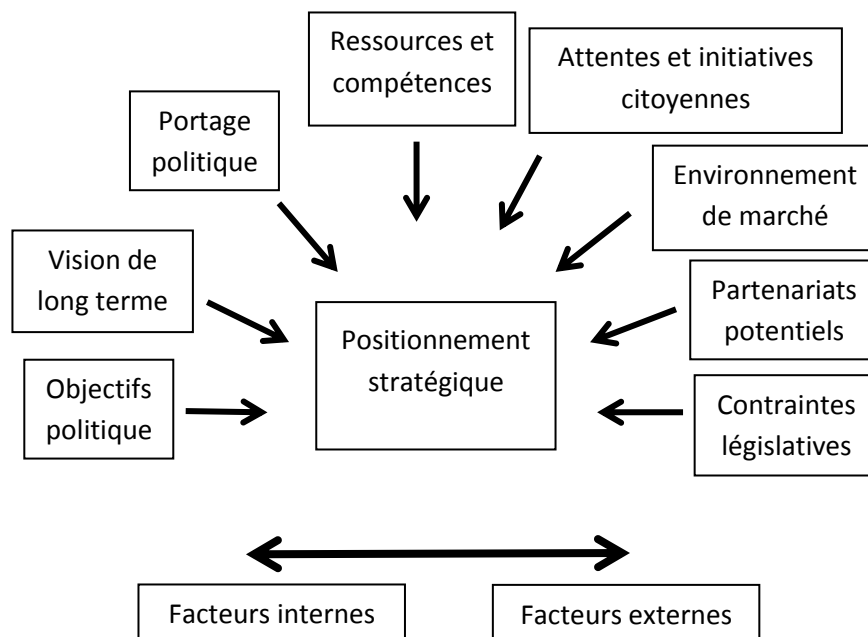
L'étude démontre le potentiel et la diversité de modèles envisageables pour la création de nouveaux opérateurs locaux d'énergie, autour de trois constats forts :

La possibilité d'agir : quelles que soient les contraintes juridiques spécifiques, les collectivités engagées trouvent toujours le moyen de se doter d'un outil opérationnel répondant à leurs besoins, à condition de faire preuve de volontarisme politique et de persévérance.

Il n'y a pas un modèle meilleur que les autres : qu'il s'agisse de développer un opérateur intégré gérant l'ensemble des services publics ou une société de projet d'énergies renouvelables, chaque modèle comporte des avantages et des risques. Les modèles les plus ambitieux peuvent paraître plus attractifs en matière de pilotage politique et de retombées économiques.

L'importance de conduire une analyse stratégique approfondie pour identifier les meilleures solutions en fonction des objectifs et ressources spécifiques à chaque collectivité locale, en définissant un positionnement stratégique adapté, tenant compte des principaux enjeux indiqués ci-dessous.

6. Les enjeux du positionnement stratégique :



Mentions légales :

Etude réalisé par Andreas Ründinger, consultant indépendant et chercheur associé à l'Institut du Développement Durable et des relations Internationales - l'IDDRI. Version intégrale de l'étude disponible en ligne (en anglais et français) : <http://energy-cities.eu/-Publications-67->